



REUTERS/Mohamed Krit

LA CRISE COVID-19 EN TUNISIE : IMPACTS ET PRÉOCCUPATIONS

Pr. Mouez SOUSSI¹

Au-delà de la dimension sanitaire et des pertes en vies humaines, la gravité de la pandémie Covid-19 doit se mesurer aussi à l'aune de son impact socio-économique. Cette crise pourrait même transformer certains paradigmes et inviter à penser une communauté plus respectueuse des équilibres environnementaux, plus socialement solidaire et plus méfiante à l'égard des forces autorégulatrices du marché. Les décisions prises par les autorités le 18 mars 2020 d'imposer un couvre-feu entre 18h00 et 6h00, et deux jours plus tard de confiner sa population, s'inscrivent dans une conjoncture déjà difficile. Avant même le début de la pandémie, c'est à une situation économique et sociale critique que devait faire face un gouvernement fraîchement mandaté (le 26 février 2020) aux termes de quatre mois d'intenses négociations. Entre autres indicateurs illustrant cette situation, on peut

notamment citer une faible croissance (de moins de 1% en 2019), une aggravation du déficit commercial (atteignant 18% du PIB), un alourdissement de la dette publique (atteignant 76% du PIB), un repli de l'investissement en raison d'un contexte de morosité et d'une politique monétaire restrictive, un fort taux de chômage (environ 15%) et un secteur informel représentant entre 30% et 40% de l'économie. Malgré un déconfinement progressif entamé au début du mois de mai et un bilan sanitaire plutôt favorable jusqu'à présent, l'impact socio-économique de la crise sera important.

Impact socioéconomique de la crise

L'économie tunisienne est très ouverte sur le reste du monde, et par conséquent très vulnérable aux chocs exogènes. Or, selon le **FMI**, la crise Covid-19 causerait une contraction de l'économie mondiale de l'ordre

¹ Institut des Hautes Etudes Commerciales.

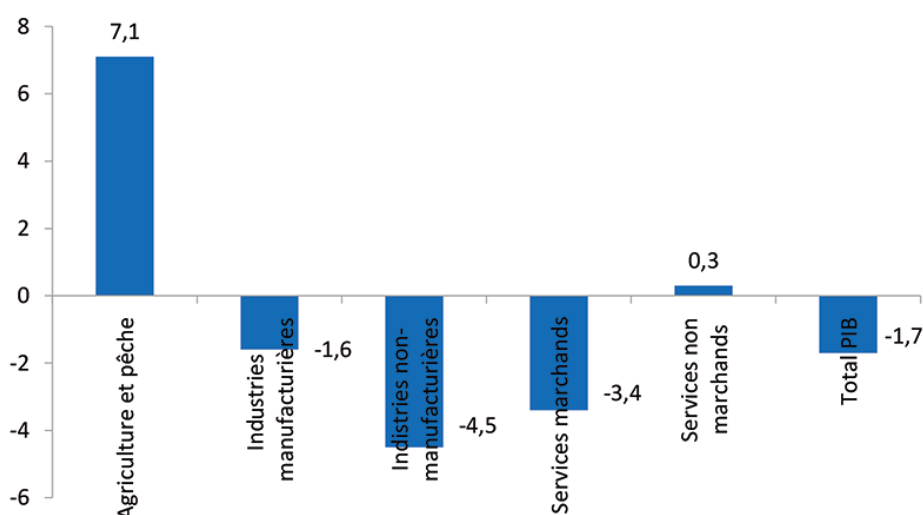
de 3 % en 2020. L'économie tunisienne dépend en particulier largement de celles de ses partenaires européens avec lesquels elle réalise 65% de ses importations et 70% de ses exportations. Or, les exportations et les importations ont reculé respectivement de 29,5% et de 29,2% en mars 2020 par rapport au même mois de 2019. Compte tenu du taux de dépendance (mesuré par le rapport des importations sur la somme de la production et des importations nettes des exportations) de 60% en 2019, la rétraction des échanges extérieurs observée au mois de mars coûterait donc 1,5 points de croissance. Sans être trop pessimiste, il est possible de formuler l'hypothèse que la crise touchera avec la même intensité les mois d'avril¹ et de mai avant de se stabiliser en juin. Dans ces conditions le résultat sera une dépression à 4.5 points vers fin 2020.

La crise devrait aussi se traduire par une forte augmentation du taux de chômage. Nos simulations réalisées sur l'élasticité entre croissance et emploi font ressortir que 1 point de croissance perdu (négatif) équivaut à 25000 postes d'emplois. La dépression de 4.5 points de croissance pourrait dès lors causer une perte de près de 112500 postes d'emplois qui s'ajouteraient aux 60000 nouveaux demandeurs. Le volume total de chômage passerait donc à 792500. En les rapportant à la population active totale de 4200000, le taux de chômage grimperait donc de 14.9% à 18.9 %.

Les secteurs les plus touchés

La crise Covid-19 est simultanément une crise de l'offre et de la demande. Les données sur l'évolution du taux de croissance du premier trimestre 2020 publiées par l'[Institut National](#)

Taux de croissance de la valeur ajoutée par secteur T1 2020 par rapport à T4 2019



² Récemment les données du mois d'avril rendues publiques par l'INS enregistrent une baisse de 49% des échanges extérieurs.

de Statistique montrent une récession de 1.7% du PIB.

Tous les secteurs à l'exception de l'agriculture et de la pêche ainsi que des services non marchands ont enregistré des taux de croissance négatifs de la valeur ajoutée.

Pour le secteur des services marchands, le tourisme a enregistré -18.7%, les transports et télécommunication -10.1%. Or, selon une étude menée par la [Fédération Tunisienne de l'Hôtellerie](#), la contribution du secteur au PIB est de 14%. Deux tiers de cette contribution seraient effacés par la crise, soit 221.5 millions d'Euro et 300000 emplois. Pour l'industrie non-manufacturière, ce sont les mines et les Bâtiments et Travaux Publics qui ont été les plus touchés avec respectivement -21% et -9.5%. Quant à l'industrie manufacturière, une forte récession a touché les matériaux de construction céramique et verre (-12%), l'industrie textile, habillement et cuir (-10%).

Dans le sillage des effets économiques, l'impact social est lui aussi très lourd, dans la mesure où trois millions de travailleurs (soit 48% des employés) sont soit dans la précarité soit dépendants des structures informelles. La vulnérabilité de ces derniers et l'absence de couverture sociale, la difficulté de les identifier et donc de leur faire parvenir de l'aide, ainsi que les drames sociaux et sociétaux qui résultent de l'insalubrité de leurs logements, sont autant de facteurs préoccupants qui pourraient

aboutir à de larges mouvements de protestation.

Les actions mises en œuvre

Les allocations budgétaires mobilisées par l'Etat pour alléger les dégâts socio-économiques du Covid-19 s'élèvent à 2.5 milliards DTN, ce qui représente 5.3 % du budget 2020. Ce montant creusera le déficit des finances publiques puisque les recettes fiscales du premier trimestre 2020 ont baissé de 30% par rapport au premier trimestre 2019 selon le [Ministère des Finances](#). L'ensemble des dons déposés par les citoyens et les entreprises tunisiennes, au compte postal 18-18, dédié à la lutte contre le coronavirus, ont atteint, à la date du 6 mai 2020, 198,3 MD soit 8% de l'enveloppe prévue. Parallèlement, les retenues sur les salaires du mois de mars de l'ordre de 53 MD, les dons reçus des Institutions Financières Internationales³ et la baisse du cours de pétrole ne seront pas suffisants pour combler le déficit.

La présidence du gouvernement a constitué un comité chargé du suivi des entreprises les plus touchées par la crise. Outre les facilités fiscales et l'amnistie sur les litiges douaniers, ces entreprises peuvent bénéficier d'un rééchelonnement de leurs dettes sur 7 ans. Pour certains secteurs tels que le tourisme, la restauration, l'artisanat, les transports ou la culture, un mécanisme est mis en place pour garantir l'accès à de nouveaux crédits accordés par les banques sur une période de 7 ans avec deux années de grâce. L'enveloppe

³ La Banque mondiale a approuvé fin avril 2020 un projet de 20 millions de dollars pour soutenir la Tunisie face à la pandémie de COVID-19 en renforçant la capacité du secteur de la santé.

globale est de 500 MD pour laquelle l'Etat accorde une garantie de 20% et prend en charge deux points de pourcentage de taux d'intérêt.

De son côté, la Banque centrale a diminué le taux d'intérêt directeur de 100 points de base pour le fixer à 6.75%. L'Association Professionnelle des Banques et Institutions Financières Tunisiennes a pris l'initiative du report de remboursement des crédits sur les entreprises et les personnes physiques allant de 3 à 6 mois.

Le ministère des affaires sociales a engagé un plan d'action pour venir en aide aux catégories les plus touchées par la crise. Une plateforme « help entreprise » a été mise en place pour faire face aux demandes d'aides provenant des tout petites entreprises sinistrées. Le 15 mai 2020, le nombre des entreprises inscrites

est de 4428 et le nombre des employés est de 176000. Pour les travailleurs indépendants, une plateforme numérique « Batinda » avec les mêmes objectifs a reçu jusqu'au 20 avril 176000 inscriptions. Echelonnés sur deux vagues d'aides de 200 DT par personne, ces deux programmes débourseront 140,8 MD.

Parallèlement, un programme d'aides sociales a été mis en place pour cibler 470000 familles vulnérables. Il s'agit d'accorder des aides financières à hauteur de 400 DT en deux tranches pour chaque famille. Ce programme déboursera 188 MD au total.

Il est utile de noter que le ministère de la santé, suite à la mobilisation de la société civile, d'institutions étatiques et des ONG a reçu des aides et dons en nature évalués à 17,947 MD jusqu'au 17 mai 2020.

Tableau 1 : Dons en nature (en DT)

Semaine	06-12 avril 2020	13-19 avril 2020	20-26 avril 2020	27 avril- 03 mai 2020	03-10 mai 2020	10-17 mai 2020	Total
Services rendus (transport, location ...)	--	25000	--	--	13269	--	38269
Equipements de protection individuelle	220211	778379	853293	1974793	435938	507350	4769964
Equipements médicaux	2383781	1123830	718621	1066406	668495	464008	6425141
Produits hygiène	28961	45925	144187	9650	39153	2850	270726
Hôtellerie et restaurant	164691	248125	336295	158800	225868	291590	1425369
Laboratoire	341000	1139220			22500	59936	1562656
Médicament	839860	620000	661638	--	622	--	2122120
Construction centre Covid et aménagement	43000	--	300000	--	450000	450000	1243000
Virement (compte COVID)	--	45000	10000	--	--	--	55000
Non spécifié	--	--	2000	2850	30000		34850
Total	4021504	4025479	3026034	3212499	1885845	1775734	17947095

Source : Ministère de la santé, <https://covid-19.tn>

Peut-on parler d'opportunité ?

Pour le secteur du Tourisme, un rebond n'est pas exclu à partir du mois de septembre à

condition de bien capitaliser sur l'expérience de la réussite sanitaire et de promouvoir un produit touristique respectant des protocoles

d'hygiène stricts. Il faut penser au tourisme médical (thalassothérapie, Spa, psychothérapie...).

Pour le secteur de l'enseignement supérieur, l'apprentissage à distance stimulé par le Covid-19, pourrait servir de tremplin entre l'Afrique et l'Europe en offrant des parcours aux tunisiens et africains afin de préparer des études avancées en Europe.

Le Covid-19 a mis en lumière la dépendance des économies européennes vis-à-vis de la Chine et alimenté des velléités de relocalisation. Cette perspective offrirait une opportunité pour la Tunisie en tant que partenaire privilégié de l'Europe. L'industrie tunisienne pourrait ainsi monter en gamme notamment dans la biotechnologie, le développement informatique et les énergies renouvelables.

Par ailleurs, toutes les autres activités qui peuvent être stimulées par le développement de solutions informatiques telles que le e-banking, l'e-administration, ou les réseaux de distribution offrent des gisements de productivité importants pour l'économie.

Comment faire face à une crise hors normes ?

Le caractère exceptionnel de la crise justifie la mise en œuvre de stratégies non-conventionnelles et des mécanismes de solidarité à l'échelle nationale et internationale. Dans ce contexte, l'Etat est appelé à agir sur plusieurs fronts.

Sur le plan macroéconomique il est recommandé :

- De mobiliser tous les moyens pour redresser les tendances économiques à

leurs niveaux d'avant crise Covid-19 en soutenant le pouvoir d'achat à travers des programmes d'aides sociales et économiques.

- Que la Banque centrale prenne des mesures discrétionnaires et avant-gardistes non seulement contre le risque de pénurie de la liquidité mais aussi contre les menaces inflationnistes.
- De mettre en œuvre rapidement des réformes institutionnelles en vue d'assouplir les procédures administratives.
- De négocier avec les bailleurs de fonds des plans d'aide internationale et des reports du remboursement de la dette.

Sur le plan sectoriel, il faut rapidement identifier les problèmes et les besoins de chaque secteur compte tenu des premiers résultats qui commencent à apparaître. Les aides et les appuis aux secteurs et activités sinistrés devraient intervenir rapidement en évitant les complications bureaucratiques. Il faut en plus éviter le saupoudrage et ne pas se contenter d'une approche sociale.

Sur le plan social, un meilleur ciblage de l'intervention de l'Etat notamment en matière de subventions des produits de base est indispensable. Les outils IT offrent aujourd'hui la possibilité d'élaborer un traitement personnalisé des programmes d'aide. Le 12 mai 2020, un décret-loi relatif à l'identifiant unique du citoyen a été publié. Cet identifiant devrait techniquement permettre d'orienter efficacement les programmes d'aide et d'appui.

Pour conclure, la crise Covid-19 couterait pour la Tunisie 4.5 points de croissance, 1.58 milliard Euros et 4 points de taux de chômage.

Une solidarité internationale est indispensable. Certes la Tunisie a, jusqu'à aujourd'hui bien maîtrisé les dégâts humains, mais l'impact économique quant à lui est déjà dévastateur. Une reprise reste tributaire des politiques de sauvetage en coordination avec les acteurs nationaux et internationaux notamment les institutions financières internationales. L'enjeu est de redresser l'économie à son trend d'avant Covid-19 et de réanimer une économie en état de choc. Sur le plus long terme, il s'agit de saisir les nouvelles opportunités de possibles relocalisations et monter en gamme sur la chaîne de valeur de la division internationale du travail.

This publication was produced with the financial support of the European Union in the framework of the ENI/2019/412-960 grant agreement. Its contents are the sole responsibility of the author/partner and do not necessarily reflect the views of the European Union or the European Institute of the Mediterranean.